



World Library and Information Congress: 69th IFLA General Conference and Council

1-9 August 2003, Berlin

Code Number: 097-F
Meeting: 98. Africa
Simultaneous Interpretation: Yes

La fourniture de services de bibliothèque à l'ère numérique : opportunités et menaces pour les bibliothèques d'Afrique.

Kgomotso H. Moahi

Université du Botswana
Gaborone, Botswana

« Les bibliothèques et les valeurs culturelles dans la galaxie mutante de l'information : perspective africaine »

Introduction

En Afrique, les bibliothèques sont principalement un héritage de l'époque coloniale quand les bibliothèques étaient importées pour être utilisées à des fins récréatives par les colons et la petite élite d'Africains cultivés. Cette image de bibliothèque destinée aux rares privilégiés reste encore assez largement d'actualité aujourd'hui. Les bibliothécaires se plaignent d'ailleurs de ce que leurs bibliothèques soient surtout utilisées comme espaces d'étude par les étudiants. Evidemment, plusieurs commentateurs ont protesté contre l'état déplorable des bibliothèques des pays en voie de développement où les budgets sont sévèrement amputés et collections sérieusement obsolètes et, pour la plupart, en totale inadéquation avec le contexte des besoins de développement de l'Afrique.

Toutefois, nous vivons actuellement dans ce qu'on appelle l'âge de l'information. Un monde dans lequel l'information est devenue un bien valué et doté de droits, où le rôle de l'information dans le développement a été reconnu. Ce monde de l'information est également caractérisé par de nouveaux mode de production, gestion et dissémination de l'information à travers l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). L'information autochtone est en voie d'être reconnue pour la valeur qu'elle apporte à la culture et au développement africain en général.

Cette communication examine les opportunités et les potentiels de l'ère numérique pour les bibliothèques en Afrique : redéfinition d'elles-mêmes comme des centres communautaires, contribution aux valeurs culturelles et au développement du cadre africain. Pourtant il est indiscutable que l'ère numérique fait peser certaines menaces sur les bibliothèques d'Afrique. Ces menaces nous les connaissons tous, mais il y a aussi d'autres menaces plus subtiles dont nous devons prendre conscience et que nous devons étudier lors de la migration de nos bibliothèques dans la nouvelle ère de l'information. Ces menaces seront explorées dans cette communication, et des recommandations faites sur la manière dont les bibliothèques africaines peuvent capitaliser les opportunités et tenter de réduire les menaces.

Opportunités et potentiels pour les bibliothèques africaines

Le rôle potentiel de la bibliothèque

Bibliothèques et bibliothécaires ont beaucoup à offrir qui peut être exploité dans l'ère numérique : ils fournissent un accès, connaissent l'importance du partenariat, sont compétents dans la structuration du savoir, peuvent être utiles dans la facilitation des accès, sont qualifiés pour la transmission des techniques et la préservation du patrimoine (Edward, 2002). Le rôle de la bibliothèque dans toute sorte d'alphabétisation est désormais reconnu : alphabétisation pour lire, utiliser efficacement l'information et lettrisme informatique. Il est notoire que les bibliothèques sont des institutions ayant le potentiel suffisant pour préparer le terrain de ceux qui n'ont pas les moyens financiers de leur éducation et distraction. Les bibliothèques peuvent aussi appuyer les gens à participer au développement tout comme elles facilitent les flux de communication. Les bibliothèques ont la capacité de fournir aux gens de l'information pertinente. Les bibliothécaires ont été formés à établir les besoins des usagers, à sélectionner et évaluer l'information appropriée. Toutefois, la contribution que les bibliothécaires peuvent apporter, au regard des caractéristiques citées plus haut, semble avoir été largement ignorée. Certes, Edwards (2002) note que la fonction des bibliothèques dans la société de la connaissance n'est pas totalement comprise. Si les gens ne sont pas en mesure de payer l'information, elle est disponible dans la bibliothèque. Si les gens n'ont pas les moyens d'accéder à la technologie, elle est disponible dans la bibliothèque. Il note que la majorité des initiatives (ex. les télécentres) ont contourné les bibliothèques et leurs importantes compétences à produire, organiser, diffuser et répartir les compétences, etc... Pour cette raison, les bibliothèques d'Afrique peuvent potentiellement jouer un rôle significatif dans le processus de réduction de la fracture numérique. Les bibliothèques peuvent aider à atteindre le noble objectif de construction d'une société de l'information inclusive et intégratrice telle qu'elle a été adoptée par le G8 Dot Force (Group 8 Digital Opportunity Task Force).

Selon Akst et Jensen (2001), l'Afrique est en prise avec une famine, une famine informationnelle. Les conséquences de cette famine, selon les auteurs, ne sont pas différentes de celles d'une sévère privation de nourriture, « la croissance est ralentie, les gens meurent, l'avenir s'obscurcit ... » (Akst and Jensen, 2001 :1). Les auteurs ont le sentiment qu'une réponse à ce problème peut être trouvée dans l'information numérique et dans Internet, une idée que je partage totalement. Je voudrais aussi ajouter que la bibliothèque détient aussi une réponse à cette famine informationnelle. Nombre de documentation qui discutent et débattent des efforts de réduction de la fracture numérique semblent négliger le rôle potentiel et significatif que les bibliothèques peuvent jouer dans cette tentative. Des exemples d'initiatives qui ont été menées incluent des services locaux de fournitures d'accès aux TIC et à Internet, de manière payante. Peu relatent le rôle qu'ont ou que peuvent prendre les bibliothèques en tant que télécentres communautaires, centres d'accès à l'information pour des communautés rurales pauvres qui n'ont pas les moyens financiers d'acquérir les technologies ni l'information disponible dans les journaux, les documents administratifs et officiels (généralement vendue à des prix modiques).

Snyman (2002) a bien montré que l'approche prise par le gouvernement d'Afrique du Sud pour fournir de l'information aux communautés rurales désavantagées n'a pas porté beaucoup de fruits. Les télécentres qui ont été mis en place n'ont pas été très efficaces : ce sont des « boutiques de communication pleines de difficultés, malgréées où peu d'information est disséminée » (Snyman, 2002:341). Il semble qu'ils aient été réduits à fournir des équipements de communication -messagerie électronique, télécopie, photocopie-, mais très peu d'information nécessaire pour engager et inclure les populations rurales et désavantagées dans l'économie dominante de l'Afrique du Sud, alors que c'était la logique qui sous-tendait la création de ces télécentres. Un lieu logique pour l'installation de ces équipements auraient été les bibliothèques publiques, ou même, pour les zones dépourvues de bibliothèques, d'inclure des bibliothécaires formés dans la mise en place de ces centres en tant que centres de ressources pour la fourniture d'information publique et autre information spécifique.

Réduction de la fracture numérique

La fracture numérique est souvent considérée selon différentes approches et perspectives. L'accès aux technologies de l'information et de la communication en est une. L'absence d'information locale précise sur le grand réseau des réseaux qu'est Internet en est une autre. Ces deux cas fournissent une niche que les bibliothèques d'Afrique peuvent investir. Christine Deschamps, présidente de l'IFLA, a appelé le sommet mondial des Nations-Unies sur la société de l'information à reconnaître le rôle clé

de la bibliothèque dans la réduction de la fracture numérique : « Les dirigeants du monde devraient éviter de réinventer la roue, mais plutôt investir dans l'infrastructure déjà présente des bibliothèques. » (<http://www.ifa.org/III/wsis2605.html>). Un certain nombre de gouvernements d'Afrique sont enjoins de fournir un accès universel assurant à tout citoyen l'accès à l'infrastructure technologique qui lui permettra de profiter des opportunités annoncées par l'ère numérique. Dans la plupart des cas africains, les espaces des zones rurales les plus aptes à être électrifiés sont les écoles et les bibliothèques publiques. Cela signifie, en un certain sens, que les bibliothèques sont un équipement existant où la technologie, comme ordinateurs et accès à Internet, peut être implantée. On parle d'e-gouvernance, e-santé et e-éducation ; c'est ce que peuvent fournir les TIC. Snyman (2002) a montré combien l'expérience des télécentres a été décevante en Afrique du Sud. Et pourtant une infrastructure existe déjà pour fournir l'accès à toute information qui permettrait à nos populations de participer à l'ère numérique. Les bibliothèques ont toujours été considérées comme des centres communautaires où les gens peuvent se rendre et obtenir toute sorte d'informations locales ou internationales. Les opportunités forgées par l'ère numérique peuvent donc aider à développer ce rôle de la bibliothèque. Par conséquent la bibliothèque s'efforce de fournir à la communauté de l'information numérique, un processus qui aiderait à réduire la fracture numérique. Il est important de noter que, « si nous arrivons un jour à résoudre la fracture numérique, nous devons prendre des mesures pour s'assurer que tous les citoyens sont aptes à recevoir les divers contenus qui sont utiles à leur vie, comme produire leur propre contenu pour leurs familles, leurs communautés et plus largement pour Internet. Qu'il s'agisse de la production de contenu utile pour une audience aux compétences d'apprentissage limitées ou de la réalisation de sites web accessibles aux handicapés, la question des contenus est un facteur majeur dans l'équation de la fracture numérique. » (<http://www.digitaldividenetwor.org/>, consulté le 10/05/03).

Fourniture des équipements de communication

Les TIC nous permettent de communiquer à différents niveaux : on peut téléphoner, faxer, envoyer un courrier électronique, à destination des amis, de la famille, des officiels, etc... (<http://www.digitaldividenetwor.org/>, consulté le 10/05/03). C'est cet accès à la communication qui permet aux individus de participer à la tendance générale de la vie. Et pourtant en Afrique beaucoup de personnes en sont privées ou n'ont pas accès au téléphone ou au fax, sans compter l'ordinateur. Au-delà des mots, ces personnes sont effectivement coupées de la possibilité d'être des membres actifs de la société. Plusieurs auteurs (Akst & Jensen (2001) ; Thapisa (2000) ; Chisinga (2000) ; Kiplang'at (2002) ont souligné les insuffisances de la communication en Afrique, principalement dues au sous-développement des infrastructures des télécommunications qui ne couvrent pas les principales régions rurales. Les bibliothèques d'Afrique pourraient fournir des services de communication à la majorité rurale. La croissance des technologies sans fil a été phénoménale en Afrique, aussi est-il possible d'utiliser cette technologie pour fournir des connexions à Internet et à d'autres sources d'information numérique, incluant l'information publique comme les documents officiels, les politiques et les programmes.

La bibliothèque dans la publication

L'ère numérique apporte dans son sillage plein d'autres opportunités aux bibliothèques africaines. Un des potentiels réside dans l'approvisionnement en contenu local et signifiant. Omole (2002) trace l'histoire des bibliothèques d'Afrique comme étant dépendantes de contenu externe, perpétuant par conséquent des valeurs culturelles étrangères. On considère que l'utilisation des TIC ouvre aux bibliothèques la possibilité de construire des bases de données de contenu local pertinent. Cela peut être réalisé par le reconditionnement du contenu local dans un format électronique, par le développement et l'hébergement de sites web institutionnels et de services en ligne qui possèdent de l'information sur l'Afrique (Omote, 2002).

Les bibliothèques africaines, particulièrement les bibliothèques publiques, ont été rongées par de sévères insuffisances de fonds qui leur auraient permis d'assurer de décentes collections considérées comme pertinentes dans le processus de développement. D'après Lor (1996), l'Afrique a longtemps été une « société sans livre », à cause du manque de fonds pour l'acquisition de nouveaux ouvrages et le maintien des abonnements. Voilà pourquoi le potentiel de ces bibliothèques réside dans un accès aux livres et aux journaux, à travers INASP, African Virtual Library, Medline et plein d'autres entités utiles aux pays africains. Il y a tant d'initiatives qui ont été mises en place dans le but d'aider les

bibliothèques africaines à fournir de l'information à leurs clients. Les bibliothèques seront maintenant capable d'acquérir et de gérer non seulement l'information au format papier, mais aussi numérique. Cela comprendrait les livres électroniques, les journaux électroniques et d'autres bases de données numériques qui puissent fournir aux chercheurs des données à jour. On attend l'implantation de services en réseau pour qu'ils soient accessibles aux personnes qui sinon, par la distance et le handicap, n'y auraient pas eu accès. Plusieurs bibliothèques utilisent maintenant le web pour mettre leur Opac en ligne et le rendre accessible par tout un chacun. En plus de l'information sur leurs collections, ces bibliothèques sont également capables de donner plus d'information, incluant des liens à des sites web qu'elles ont évalués et jugé utiles pour leurs clients. Les bibliothèques vont par conséquent s'élargir pour être des portails à d'autres informations.

En Afrique plusieurs bibliothèques jouent un rôle crucial dans l'accroissement du lettrisme de ses concitoyens. A titre d'exemple, au Botswana la bibliothèque publique est engagée dans l'édition de la littérature destinée aux individus récemment alphabétisés par le programme national d'alphabétisation. Les TIC impliquent que la publication électronique se popularise de plus en plus car elle a abaissé les coûts de production et de diffusion. La technologie de publication électronique offre de nouvelles opportunités pour les pays d'Afrique dont beaucoup produisent peu de données artistiques et littéraires à cause de l'insuffisance des ressources. La prise de conscience grandissante du potentiel de la publication en ligne entraîne la numérisation des imprimés.

Les bibliothèques comme centre d'information

D'après Adeyemi (1991), beaucoup de bibliothèques africaines n'ont pas évolué au-delà des activités bibliothécaires traditionnelles que sont les préoccupations associées au gardiennage de livres et autres documents. Ford (1997) a souligné que le traditionnel rôle de collection et d'organisation de l'information a principalement réduit les bibliothèques à des entrepôts de livres. L'ère numérique et l'utilisation des nouvelles technologies ont la potentialité de transformer la bibliothèque en des « centres de diffusion d'information électronique ». Chisenga approuve cette vision qui veut que les bibliothèques de l'ère numérique pourraient se transformer pour devenir centrée sur l'information plutôt que centrée sur les livres (Chisenga, 2000). A ce stade, il est possible de penser l'accès en terme de juste-à-temps contre juste-au-cas. Dans sa fonction d'accès ou de centre d'information, la bibliothèque impliquera moins de préoccupations avec les collections physiques, et l'accent sur la fourniture d'information à la demande des clients qui ne mettraient même pas nécessairement les pieds dans la bibliothèque mais y accéderaient par Telnet ou le World Wide Web.

Le processus traditionnel d'acquisition de l'information tend à s'améliorer lorsque les bibliothèques africaines acquièrent l'information sous forme numérique par Internet et d'autres sources électronique. Le processus d'acquisition tend à s'accélérer lorsque livres et autres sont commandés par des formes électroniques, contournant la lenteur de la poste de surface, ou « snail mail ».

Le G8 Digital Opportunities Task Force, à travers le Genoa Plan of Action et dans son appel pour réduire la fracture numérique, a plaidé pour le renforcement du contenu local sur l'Internet. Cela a donné naissance à l'Open Knowledge Network, un réseau des centres de connaissance existant dans les pays en voie de développement. Alors que l'OKN appuie l'installation des télécentres, l'accent n'est pas mis sur la participation des bibliothèques à cette mise en place, mais plutôt sur les entreprises télécentres. L'OKN insiste sur la gratuité de l'information délivrée, alors que l'entrepreneur est là pour réaliser des affaires et de l'argent. Seules les organisations non gouvernementales et les bibliothèques ont les moyens de fournir gratuitement de l'information. Ayant l'expertise et l'infrastructure requises pour fournir l'information sous toutes ses formes, les bibliothèques doivent travailler cette question.

La création de centres communautaires

Généralement, les bibliothèques ont traditionnellement été d'imposants bâtiments, avec une conséquente capacité de stockage des collections, fournissant un accès in-situ aux usager locaux. Idéalement, avec l'information numérique, le stockage de l'information dans la bibliothèque cessera d'être un élément de pression puisque de plus en plus de matériel sera acquis au format numérique. La mutation du développement des collections du « juste-au-cas » au « juste-à-temps » impliquera que de moins en moins de matériel physique sera commandé pour stockage et que l'accès électronique à l'information s'accroîtra. Pour permettre de tels développements, la mise en réseau électronique doit être rendue possible. Dès que les bibliothèques auront adopté l'éthos de l'ère

numérique et réclamé le renforcement de l'infrastructure numérique, plus d'aménagements de type réseau seront disponibles. Plusieurs gouvernements, particulièrement ceux du Botswana et d'Afrique du Sud, s'intéressent à la mise en place d'infrastructures permettant la e-gouvernance, etc... et il est à souhaiter que les télécentres qui sont en cours d'installation fourniront également une ouverture aux populations en vue de gagner un accès à l'information produite localement et mondialement. Une fois cela en place, il sera alors possible de créer des bases de données électroniques distantes et de leur fournir un accès national. Certains voient dans l'espace de stockage ainsi économisé une opportunité pour fournir un espace réel pour des activités communautaires. Réunions communautaires pour discuter les questions culturelles, des équipements pour enregistrer l'information culturelle véhiculée par la tradition orale, etc... C'est la création de lieux où les gens peuvent discuter, apprendre et s'entraider (Edward, 2002).

Capacité renforcée à traiter l'information autochtone

Lor (1996) fait remarquer que les pays africains souffrent d'un défaut de traitement de l'information autochtone. C'est totalement vrai, preuve en est la pénurie de matériel et documentation contenant du savoir local. L'accès aux Technologies de l'Information ainsi qu'une expertise faciliteront le traitement, la collection, le stockage et la diffusion de l'information autochtone. Les systèmes de gestion de bases de données aideront à la saisie et à la documentation de ce type d'information. Les bibliothèques seraient maintenant en position de convertir certaines de leurs collections rares dans un format numérique, ainsi que certaines informations gouvernementales, de façon à ce que l'accès ne soit pas restreint aux seules personnes venues à la bibliothèques mais étendu à ceux qui sont dans des lieux distants. Les bibliothécaires doivent se considérer comme des chercheurs dont le devoir est de collecter le savoir et de le stocker pour la postérité. Les bibliothèques modernes ne doivent plus simplement collecter et organiser les données, mais elles doivent aussi s'impliquer dans la génération de cette information.

Menaces sur les bibliothèques africaines

A qui est cette technologie ?

Il est traditionnellement admis que l'utilisation de l'information numérique va accroître l'accès à l'information, et globalement cela est vrai. Toutefois, Buschman (1994) a fait remarquer que l'information numérique avait une autre facette dont on devrait prendre connaissance. Elle tend à exclure de l'accès à l'information ceux qui sont incapables d'accéder aux technologies requises.

La technologie n'est pas neutre, comme l'a signalé Balabanian (1993 :25), « la technologie a toujours été un instrument de pouvoir et de contrôle ; elle est enracinée dans la société et en épouse les formes sociales particulières. » Les questions à poser sont : de qui est-ce la technologie ? Qui produit et contrôle la technologie ? Qui en tire bénéfice ? La technologie améliore-t-elle nécessairement la vie des gens ? Il est clair que les magnats des médias et les oligarchies des Technologies de l'Information tirent des bénéfices de l'adoption en masse de l'information numérique. Ils alimentent la traditionnelle sagesse (parmi les bibliothécaires) qui dit que les Technologies de l'Information sont « sexy » qu'elles stimulent leurs images et statut professionnel, et que l'ignorer vous laisse loin derrière. Adopter la technologie d'information n'induit pas nécessairement des bénéfices ; il suffit de considérer les expériences de nombreuses organisations et institutions qui ont mis en place des systèmes informatiques terriblement coûteux ayant abouti à de cuisants échecs.

Le service juste-au-cas contre juste-à-temps

L'information numérique a modifié le genre de services que les bibliothèques offrent. Les bibliothèques n'utilisent plus le modèle « juste-au-cas » dans lequel la bibliothèque est propriétaire de matériel imprimé. Elles utilisent le modèle « juste-à-temps » où le concept d'accès aux textes électroniques prend le pas sur la propriété du texte imprimé. Bien qu'il y ait une certaine logique économique à fournir uniquement les matériels qui seront utilisés par les clients, dans le cadre d'un pays en voie de développement, particulièrement dans les zones rurales, il n'y a pas d'équipement informatique, ni connexion ou bande passante pour accéder à l'information. Accéder à l'information à travers l'Internet est un problème même dans des environnements académiques car la connexion n'est pas optimale et les bandes passantes loin d'être suffisantes. Il est de plus problématique de fournir des services électroniques aux illettrés ou nouveaux lettrés en technologie. Le problème est encore plus gros là où l'électricité n'est pas disponible.

La bibliothèque comme haute technologie plutôt que centre d'information

Thapisa (2000) a averti que l'attention portée par les « gouvernements » africains aux questions de l'information est focalisée sur la seule technologie, alors que l'information reste sans surveillance, non gérée et n'est pas un problème pour la majorité des bureaucrates » (Thapisa, 2000 :176). C'est tout à fait vrai, il semble qu'il y ait plus de discussions sur les infrastructures et les politiques des TIC, mais très peu sur les contenus et la politique d'information. C'est là, à mon avis, que les bibliothèques et les professionnels de l'information doivent faire sentir leur présence. Ils doivent être des voix stridentes qui nous rappellent tout le temps que l'accès universel n'est pas à la technologie mais à l'information pertinente. Sinon il y a un réel danger que nos bibliothèques deviennent extrêmement zélées dans l'adoption de la technologie au point d'être considérées comme des centres de haute technologie où il est bon de se rendre pour accéder gratuitement aux fonctionnalités d'Internet plutôt que d'obtenir une information utile qui pourrait enrichir nos valeurs culturelles et notre connaissance.

On a déjà noté que les bibliothèques en Afrique sont généralement seulement utilisées par une minorité de la population -des étudiants surtout-, et très peu par d'autres segments de la population. Le danger est que ces quelques utilisateurs qui prennent plaisir à se rendre dans la bibliothèque de proximité, soit exclus et perturbés par l'affichage de tant de technologie, particulièrement si les livres et autres imprimés sont relégués au second plan.

Peut-être qu'un défi significatif serait de former des communautés d'utilisateurs à l'utilisation de la technologie. Plusieurs utilisateurs en Afrique n'auront pas eu la chance d'utiliser des ordinateurs. De plus cela serait amplifié par leur faible niveau d'alphabétisation

Capacité de numérisation

L'aptitude à numériser est un problème en Afrique et entrave la numérisation du contenu local. Bien qu'il y ait une volonté et prise de conscience du besoin de numériser l'information disponible tout comme de fournir des contenus qui concernent chaque individu, le manque de compétences requises, d'expertise et de capacité empêche la réalisation de cette volonté. Les finances nécessaires pour scanner, stocker et conserver l'information numérique est aussi une importante pierre d'achoppement. L'organisation de cette information une fois numérisée et le choix des normes des métadonnées sont des points qui sont toujours sujet à recherches et discussion.

Les contraintes sur les ressources

Olden (1995) a signalé que la technologie se doit d'être payée, exactement comme pour les livres ou autres imprimés, mais qu'elle requiert aussi un savoir-faire technique pour fonctionner. Toutefois, la réalité fait que les bibliothèques publiques des pays en voie de développement n'ont pas de budgets suffisants pour acquérir la technologie et l'expertise requises. Cela nécessitera donc beaucoup plus d'efforts pour étendre l'information numérique aux zones rurales. De telles bibliothèques peinent déjà avec l'insuffisance des fonds. Elles doivent disputer leur part de gâteau avec les secteurs de la santé, l'éducation et la défense, gâteau en diminution à cause des maigres performances économiques des différents pays en voie de développement, sans compter l'importante dette extérieure que ces pays traînent.

La question de la durabilité de la fourniture de l'information est un problème sérieux dans les pays africains (Makondo, 2001). Plusieurs bibliothèques africaines sont dépendantes pour la fourniture d'information numérique du soutien de sponsors. La Fondation Bill Gates et Carnegie Corporations sont les deux premiers mécènes qui viennent à l'esprit ; ils font beaucoup pour tenter de réduire la fracture numérique. Toutefois, au delà de la mise de départ pour le hardware, les logiciels et la formation, les bibliothèques locales doivent être capables de maintenir leur équipement et notamment de mettre à jour les logiciels. Le plus souvent, les bibliothèques ne peuvent le faire à cause des contraintes financières qui les touchent. Certaines personnes ont plaidé pour un service bibliothèque payant. Toutefois, comme le décrit Haar (1993), « parce que l'information constitue un pouvoir, l'inégalité de l'accès implique une fondamentale inégalité des chances et une diminution conséquente des valeurs démocratiques. Les bibliothèques agissent de façon optimum pour égaliser l'accès et les chances. » Utiliser l'information numérique dans cet environnement peut pour cette raison interférer avec l'accès gratuit à l'information là où quelques bibliothèques ont dû en dernier ressort faire payer l'accès aux ordinateurs et à Internet.

Bien qu'en général l'information numérique ait le potentiel d'améliorer la vie des populations des pays du tiers monde, l'environnement actuel des TIC dans les pays africains militent contre cette idée.

L'Afrique porte en elle un certain nombre de problèmes et d'obstacles qui empêchent le potentiel de la société de l'information numérique de se réaliser. Cela inclut les problèmes d'accès et d'éducation, comme le déploiement de la technologie (ECA, 1999). Un certain nombre d'auteurs ont démontré que la présence et l'utilisation des TIC en Afrique est, pour le moins qu'on puisse dire, lamentable (Thapisa, 2000 ; Chisenga, 2000). Les personnes qui croient vraiment que l'usage de l'information numérique dans les bibliothèques aura des impacts sur l'accès à l'information, la liberté d'expression et d'opinion, l'alphabétisme universel et l'apprentissage tout au long de la vie, ont soit négligé soit supposé que chacun devait avoir un accès ouvert à la technologie requise, les compétences et les moyens matériels (Thapisa, 2000). Or ce n'est pas le cas, surtout dans les pays en voie de développement, et en particulier ceux qui sont localisés au sud du Sahara. D'après Thapisa, qui citait Ashtar et Lavolette (1995), « L'infrastructure de l'information en Afrique est de loin la moins développée au monde avec le plus petit nombre de lignes téléphoniques par habitant, l'accès le plus restreint aux équipements informatiques, les réseaux d'information les plus primitifs et les systèmes médiatiques les plus inaccessibles » (Thapisa, 2000 : 175). Chisenga (2000) va plus loin en notant que, bien que certains pays d'Afrique aient un accès généralisé à Internet, un tel accès est majoritairement limité aux grandes villes et agglomérations, alors que la majorité de la population habite les zones rurales. De plus, seules les personnes qui ont la puissance financière suffisante peuvent acheter des ordinateurs et se connecter à Internet. D'après Affulo (2000), la plupart des pays africains (31) ont une télédensité de moins de 1%, et très peu une télédensité supérieure.

Il est clair qu'il y a un certain nombre d'obstacles à l'utilisation de l'information numérique dans les pays en voie de développement : insuffisance de l'infrastructure de l'information matérielle et organisationnelle, défaut d'accès à la technologie dans les zones rurales, isolées ou pauvres et défavorisées. Se pose aussi le problème de l'insuffisance de contenu dans les langues locales, et du faible niveau de lettrisme technologique. Quoi qu'il en soit, la plus importante pierre d'achoppement pour les pays africains reste l'affligeante pauvreté. Une étude récente a montré que les 15 personnes les plus riches au monde ont un réseau dont la valeur est plus importante que celle de tous les pays de l'Afrique sub-saharienne (ECA, 1999). L'accès Internet en Afrique est exorbitant et inaccessible à la majorité de la population. Aux États-Unis, l'accès Internet coûte à l'utilisateur seulement 1% du salaire mensuel moyen, en Ouganda il coûte (par habitant) plus d'un mois de salaire mensuel moyen (Guardian Unlimited, 2000). Les statistiques montrent qu'en moyenne 1 sur 5000 Africains utilise Internet, pour 1 sur 6 en Amérique du Nord (ECA, 1999). Le faible niveau de lettrisme de la plus grande partie de la population signifie que même là où des tentatives sont faites pour fournir des accès à Internet à travers les cafés et kiosques, beaucoup d'Africains ne pourront utiliser cette technologie.

La situation n'est pas désespérée car on a vu un nombre d'initiatives qui tendaient à l'amélioration de l'infrastructure africaine de l'information, en particulier AISI (African Information Society Initiative). AISI peut être considéré comme un cadre de travail dans lequel baser les activités d'information et communication en Afrique. La situation continue de s'améliorer. Dans une présentation au Global Knowledge Development forum (GKD) en 2000, Jensen a montré que le nombre total d'ordinateurs connectés à Internet en Afrique, qui était de 10.000 en janvier 1999, est monté à 21.000 en janvier 2000 (Jensen, 2000).

Conservation et préservation

L'information numérique n'a pas les mêmes attributs que le texte imprimé. Parce qu'il est dynamique et éphémère, le texte électronique peut être très facilement altéré et manipulé. Il lui manque la qualité de permanence que l'imprimé a (Buschman, 1993).

Étant donné le développement et l'obsolescence rapide de la technologie, la préservation des textes électroniques est un problème jusque dans les pays développés. Si les bibliothécaires mettent, pour leur politique documentaire, l'accent sur le modèle de l'accès plutôt que sur la propriété, qu'advient-il de l'univers des imprimés, du patrimoine et de la mémoire collective ? Il est clair, lorsque vous examinez la question de l'obsolescence de la technologie, que la préservation constituera un défi non négligeable.

Les bibliothèques ont toujours été les gardiens du patrimoine culturel. L'ère du numérique donne de façon évidente une nouvelle dimension à la conservation et à la préservation.

La question des contenus

La plupart de l'information véhiculée sous forme numérique sur Internet a très peu de contenu pertinent pour la majorité de la population des pays en voie de développement. Un coup d'œil rapide aux sites web et pages de l'Internet montre la prédominance de contenus issus des pays développés. Il est de notoriété générale que les vastes ressources disponibles sur Internet et autres bases de données sont originaires des pays occidentaux, et en particulier l'Amérique du Nord. Les contenus trouvés sur Internet ne peuvent jusqu'à présent être utiles au pauvre fermier illettré de l'Afrique rurale, sauf si un contenu local y est inclus. Récemment, le forum en ligne du Global Knowledge for Development (GDK) a connu un long débat sur le développement par la Banque Mondiale d'un portail d'information sur le développement. Un certain nombre de questions ont été soulevées durant la discussion. Que l'idée soit essentiellement celle de la Banque Mondiale a entraîné un scepticisme quant à l'étendue de la participation et consultation de la société civile et des actionnaires des pays en voie de développement. Les participants ont eu l'impression que pour que le portail bénéficie à la population cible, particulièrement les pauvres, les décisions devaient inclure les contributions des grands actionnaires. Bien que le GDK soit une tentative pour aborder le problème de la fracture numérique, il a été perçu comme pouvant exacerber le problème par la non prise en compte des usagers de l'information (EDC, 2001). Tant que de tels projets seront menés par des forces étrangères à chaque pays, l'équilibre ne pourra qu'être difficilement rétabli.

La question des accès

Un consensus général veut que les développements de l'information numérique aient entraîné deux concepts : individus riches en information ayant accès à l'information qu'ils recherchent, et individus pauvres en information et à qui manque l'accès requis. Des problèmes existent y compris dans les pays développés et civilisés : dans les zones les plus pauvres et dépourvues d'équipement informatique dans les écoles et les bibliothèques, les personnes pauvres n'ont pas les moyens de se procurer des ordinateurs et connexions à Internet. Dans les pays du tiers monde, les problèmes sont exacerbés par l'insuffisance d'infrastructure d'information et de communication (bibliothèques, réseau téléphonique...). Il y a aussi des questions concernant le contenu à destination des personnes des pays en voie de développement, tout comme le problème d'alphabétisme. Les gens ont tendance à supposer que si les TIC sont installées, la question de l'accès sera résolue. Pourtant, ce n'est pas le cas. Etant donnée une situation où un très petit pourcentage de la population a accès à l'information numérique, tandis qu'une grande partie de la population est illettrée, il est plausible de défendre l'idée que l'utilisation de l'information numérique dans les bibliothèques publiques sert le censeur qui ainsi contrôle qui a un accès, qui lit quoi et qui détient l'information.

Les partisans de l'usage de l'information numérique dans les bibliothèques ont en général tendance à louer lyriquement les possibilités offertes par les nouvelles technologies dans les bibliothèques. Beaucoup de leurs observations sont basées sur les bibliothèques académiques et de recherche des pays riches où l'information numérique a facilité un accès plus large à l'information, aux bases de données existantes, aux documents web. Ceux qui plaident que l'information numérique favorise un plus large accès à l'information voient dans Internet un outil à travers lequel un accès universel peut être réalisé. Bien que l'usage de l'information numérique dans les bibliothèques publiques ait le potentiel d'assurer aux personnes qui normalement n'ont pas accès aux ordinateurs et à Internet un lieu dans lequel y accéder, cela semble être surtout le cas dans les agglomérations et grandes villes des pays du tiers-monde.

Conclusions

Les bibliothécaires doivent reconnaître leur important potentiel dans l'ère numérique, afin de devenir vraiment des centres communautaires où les valeurs culturelles peuvent être échangées et diffusées. Ils peuvent le faire en se défaisant de leur traditionnelle image de conservateur et gardien de l'information. Cela est possible s'ils commencent à réaliser qu'ils jouent un énorme rôle comme conduit d'information et qu'ils doivent être ouverts aux possibilités offertes par l'information numérique et les TIC. Cela comprend l'accès à plus d'information diversifiée, le stockage et la dissémination des savoirs autochtones, la conversion en centres communautaires d'information et de communication, etc... Toutefois, même en arrivant à ça, les bibliothécaires devront prendre conscience des dangers posés par l'usage de la technologie. Ces dangers ont été soulignés dans cette communication, ils comprennent l'utilisation aveugle de la technologie sans aucune réalisation des conséquences : les bibliothèques devenant dépendante de la technologie au détriment de

l'information, possibilité d'élargissement de la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines, les contraintes sur les ressources, la question de la durabilité, etc...

Si l'on considère le bilan des bibliothèques tel qu'il a été présenté, il semblerait qu'il y ait plus de menaces que d'opportunités. Et pourtant les menaces peuvent être transformées en opportunités. Il est de notre devoir, en tant que bibliothécaires, d'identifier les opportunités et les menaces. Tout d'abord, les bibliothécaires et professionnels de l'information doivent mettre en perspective leur vision de la technologie. Ils devraient la considérer plus comme un outil que comme une fin en soi. Ils doivent être conscients des implications de l'usage de la technologie de façon à les minimiser tant que possible. Deuxièmement, bibliothécaires et professionnels de l'information doivent trouver un équilibre entre fournir un accès juste-à-temps et un accès juste-au-cas pour servir les différents types de populations qu'ils desservent. Troisièmement, les populations desservies doivent être accompagnées tout au long de la transformation des bibliothèques. Il est nécessaire d'éviter de trop miser sur la technologie et l'information numérique. En effet, bibliothécaires et professionnels de l'information du monde entier ont découvert la valeur de la coopération, du partenariat et des consortia. Pour dépasser les problèmes de la capacité à numériser, les professionnels doivent former des consortia parce que nul ne pourra y arriver seul. Finalement, les professionnels de l'information doivent tirer parti des différentes initiatives qui ont pour objectif de réduire la fracture numérique de façon à tenter de construire une capacité locale et assurer la durabilité des projets.

Bibliographie

1. Adeyemi, N.M. (1991). Issues in the provision of Information Services to Developing countries. *African Journal of Librarianship, Archives, and Information Science* 1(1). 1-8.
2. Affulo, T.J. (2000). The Telecommunication infrastructure for cyberspace. *Library Management*. 21(4). 205-213.
3. Akst & Jensen (2001).
4. Alemna, Anaba (1996). *Issues in African Librarianship*. Type Co., Ltd. Accra.
5. Balabanian, N. (1993). The neutrality of Technology : In Buschman, J. (ed). *Critical approaches to IT in Librarianship*. Greenwood Press.
6. Buschman, J. (ed). *Critical approaches to IT in Librarianship*. Greenwood Press.
7. Chisenga, J. (2000). Global Information and Libraries in sub-Saharan Africa. *Library Management*. 21(4). 178-187.
8. Economic Commission for Africa. (1999). *African Development Forum 1999 : Theme 2 : Information and communication technologies for governance in Africa*.
9. Edwards, 2002. *Global Knowledge : a challenge for Librarians*. In : *Libraries in the Information Society*. IFLA Public, 102 KG Saur.
10. Education Development Center (Inc.) (2001). *Final Report : Global Knowledge for Development forum on the Global development gateway*.
11. Ford, B. (1997). *Opening doors internationally : the librarian's role*. In : *Indaba 1997, Access to Information*. Zimbabwe International. Book Fair Trust, Harare 1997.
12. Guardian Unlimited netnews (2000). Divide and rule. <http://www.guardianunlimited.co.uk/internetnews/story/0,7369,411112,00.html>. Consulté le 21 février 2001.
13. Haar, J. (1993). The politics of electronic information : a reassessment. In : Buschman, J. (ed). *Critical approaches to IT in Librarianship*. Greenwood Press.
14. Jensen, M. (2000). In submission to the Global Knowledge Development (GKD) Forum discussion list.
15. Kiplan'at, J. (2002). Use of wireless technology and other forms of ICTs in bridging the digital divide in the communication of agricultural information in sub-Saharan Africa. In : Bothma, T. & Kaniki, A. *Progress in Library & Information Science in Southern Africa*. Proceedings of the 2nd DISSAnet Conference, 24 & 25) October 2002, Farm Inn, Pretoria, S.A.

16. Lor, P. (1996). Information dependence in Southern Africa : Global and subregional perspectives. *African Journal of Librarianship, Archives, and Information Science* 6(1). 1-10.
17. Makondo, F. (2002). An assessment of the sustainability of information technology at the University of Zambia Library. Unpublished Master thesis. University of Botswana, August 2002.
18. Olden, A. (1995). *Libraries in Africa. Pionners, policies and problems.* Scarecrow Press Inc.
19. Snyman, M. (2002). Getting information to disadvantaged rural communities : the center approach. In Bothma, T. & Kaniki, A. *Progress in Library & Information Science in Southern Africa. Proceedings of the 2nd DISSAnet Conference, 24 & 25) October 2002, Farm Inn, Pretoria, S.A.*
20. Thapisa, APN (2000). The impact of globalization on Africa. *Library Management* 21(4). 170-177.
21. Wambago, D. (2002). Indigenous Knowledge and African Libraries : ICT issues and the way forward. 143-162. In : Snyman, R (ed). *SCECSAL 2002 : From Africa to the World – the globalization of indigenous knowledge systems.* 15-19 April 2002, South Africa.

Texte traduit par Elsa Zakhia. Institut Français du Proche-Orient, Bibliothèque Etudes Contemporaines. Beyrouth, LIBAN. elsazakhia@bigfoot.com